

## Une rentrée scolaire sans écoles privées au Burundi

Deutsche Welle, 11.09.2017 La rentrée scolaire ce lundi est marquée par la fermeture de nombreuses écoles privées. Elles sont accusées de sacrifier la réussite des élèves au profit de leur réussite économique. "49 établissements affichent moins de 20% de réussite et neuf écoles ont 0% de réussite. Je demande aux responsables de ces neuf écoles de fermer les portes de ces établissements scolaires", a annoncé Janvière Ndirahisha, la ministre burundaise de l'éducation nationale.

Onze écoles paramédicales ont également été fermées par ordonnance du ministère de la Santé publique. Ces écoles sont accusées de mettre en avant leur succès économique et de manquer d'équipements adéquats, martèle Philippe Nzobonariba, secrétaire général et porte-parole du gouvernement. "Les inspections ont été effectuées et le constat est que les propriétaires de ces écoles privées ne veulent pas mettre en application les normes édictées par le ministère, particulièrement au niveau de l'adéquation des équipements. La majorité d'entre eux mettent plus en avant plus la recherche du profit." Les inquiétudes s'alourdissent et les parents d'élèves sont embarrassés. Maremba Gabriel recherche une place pour sa fille dont l'école vient d'être fermée : "Nous sommes dépassés ! Nous ne savons pas où nos enfants vont étudier, ils vont errer dans les rues. Je suis choquée." Demande de clémence Les écoles privées implorent la clémence du ministère pour ne fut ce qu'une année de grâce avant de décider la fermeture de leurs écoles. Alpha Mastadjabu est directeur et enseignant au lycée Emmaüs, une des écoles secondaires privées, sommées de fermer leurs portes. "Cela fait un choc. Cette année nous n'avions pas réalisé les 20% [de réussite] mais il ne fallait pas prendre cette décision sans nous avertir ! Nous devrions quand même bénéficier de la même clémence que d'autres écoles l'année passée. Il y a des écoles qui avaient été mises en demeure mais nous n'en faisons pas partie," a confié le directeur et enseignant au lycée Emmaüs à la DW. Sur des centaines d'écoles privées au Burundi, 20 établissements scolaires sont contraints à la fermeture et 14 autres sont provisoirement suspendus. Les écoles privées ne bénéficient pas de subventions du gouvernement. Avec des frais scolaires variant entre cinquante à cent milles francs burundais par an (25 à 50 euros), elles doivent s'équiper en matériels didactiques, payer les enseignants et le loyer de leurs locaux.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});